

*Affaires courantes***FONDS PROVENANT DU  
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

## Travaux en forêt

- sylviculture	2 387 510	2 828 650
- chemins/ponts	1 237 630	1 200 770
- autres*	126 150	226 000
- supervision	337 640	413 300
<b>total partiel (fédéral)</b>	<b>4 088 930</b>	<b>4 668 720</b>
<b>TOTAL</b> (fédéral et provincial)	<b>5 707 188</b>	<b>6 517 064</b>

\* Ceci comprend les dépenses pour la préparation des plans d'aménagement, l'arpentage et le renouvellement des lignes de démarcation ainsi que la construction des réservoirs d'eau pour la lutte contre les incendies.

[Traduction]

**M. Danis:** Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**M. le Président:** Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

**MOTION D'AJOURNEMENT (PARAGRAPHE 52(1))**

## LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Monsieur le Président, j'invoque aujourd'hui l'article 52 pour demander l'autorisation d'ajourner la Chambre pour la tenue d'un débat d'urgence.

Les Canadiennes s'alarment d'une évidente montée d'attitudes cherchant à banaliser la violence contre les femmes.

Deux incidents en particulier ont mis en évidence la propagation de cette attitude dangereuse. Il y a eu d'abord la célébration de rugby qui a tourné en moquerie le massacre de jeunes femmes qui a eu lieu à Montréal, avec dévoilement d'un plan indiquant les endroits où les femmes sont tombées et distribution de pistolets-jouets aux assistants. Il y a eu ensuite une circulaire distribuée par le ministère du Tourisme de Colombie-Britannique qui a cherché des excuses au massacre. On y lisait: «Qui sait pourquoi il a fait cela? Il m'est tout de suite venu à l'esprit que c'était peut-être un homme dont l'enfant avait été avorté par une féministe et cela a pu suffire pour déclencher une réaction terrible.»

• (1230)

Je suis persuadée que d'autres députés craignent comme moi que, depuis la dernière fois où l'on vous a demandé de songer à la tenue d'un débat d'urgence sur les attitudes envers les femmes et sur la violence envers les femmes, la situation n'ait fait qu'empirer.

J'estime qu'un débat s'impose pour appeler l'attention du public, des députés et du gouvernement sur la nécessité de multiplier les programmes et les initiatives luttant contre ces attitudes. Comme beaucoup de centres féminins qui se chargeaient de ce travail d'éducation ont dû fermer leurs portes ces dernières semaines, la conclusion s'impose qu'il s'agit là d'une situation d'urgence pour les femmes du Canada.

## DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

**M. le Président:** Premièrement, je voudrais remercier la députée de New Westminster—Burnaby de m'avoir donné bien à l'avance un avis de sa demande. Comme les députés le savent, la députée de New Westminster—Burnaby suit ce dossier de très près, non pas depuis seulement quelques heures, mais depuis déjà longtemps.

Je tiens à signaler à la députée que, lorsqu'elle a soulevé cette question hier à la Chambre, pendant la période des questions, et que j'ai été obligé, simplement pour des raisons de procédure, de lui demander de poser sa question, j'ai dû intervenir, même si j'aurais préféré ne pas avoir à le faire, surtout à ce sujet, strictement pour une question de procédure.

J'ai mentionné hier à la députée que je connais le club et l'endroit où ce terrible incident s'est produit. La députée m'a informée qu'elle connaît, elle aussi, l'endroit, le club et ses membres. Comme vous le voyez, en tant que votre président, je suis tourmenté par cet incident et par certains autres naturellement. Tous les députés ont clairement exprimé ce qu'ils pensaient de la tragédie qui s'est produite à Montréal et de bien d'autres incidents auxquels la députée et certains de ses collègues ont fait allusion.

La députée demande la tenue d'un débat d'urgence. Que les députés et la population me comprennent bien, il est parfois difficile pour la présidence d'expliquer adéquatement les raisons pour lesquelles il ne peut autoriser la tenue d'un débat d'urgence quand la question à débattre, comme le sujet abordé aujourd'hui, revêt une si grande importance pour notre pays. Tous les députés justes et équitables et tous les honnêtes gens du pays conviendront que cette question est très importante pour nous tous. Tous sont concernés, nos enfants, nos êtres